

Subject-Files Regarding Political and Security Matters
Reports and Correspondence

C/POL/121/2 (3) - "Elisabethville Documents" - Originals - Reports (C)

06/02/1962 - 06/05/1963

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

SC
CC

DECLASSIFIED

UN ARCHIVES

SERIES S-0736

BOX 16

FILE 5

ACC. DAG 13/116110

6 May

3

TO : Dr. R. Bunche, Under-Secretary, United Nations, New York
FROM : Max H. Dorsinville, Officer-in-Charge, ONUC, Leopoldville
SUBJECT : Originals of documents relating to purchase of aircraft
from South Africa

Reference your 3202 and Mr. Gardiner's memorandum of 24 April, I
... enclose herewith the original documents relating to the purchase of
aircraft from South Africa. The handwriting ("A lire attentivement")
and the signature appearing at the top of Mr. Catry's covering note is
that of Mr. Munongo.

... Encl.

AJJ/mm

*Other originals are
attached hereto*

[Signature]
1/8/63

Incoming Code Cable

Sent 5/5/63
Routine

To: Dorsinville, Leopoldville
From: Bunche, New York
Date: 2 May 1963
Number 3202.

SECRET

Reference Gardiner's memorandum of 24 April transmitting katangese documents, please pouch originals of documents relating to purchase of aircraft from South Africa.

CONFIDENTIAL

24 April

3

TO : Dr. R. Bunche, Under-Secretary, United Nations, New York
FROM : R.K.A. Gardiner, Officer-in-Charge, ONUC, Leopoldville
SUBJECT : Examination of Katangese documents which came into the possession of UN forces during the December 1962 - January 1963 operations in Katanga

... I enclose herewith a selection of copies of the above-mentioned documents which are of interest as background papers. Also enclosed is a covering note from Mr. Jacobs outlining the main points of interest for easy reference.

... Encl.

AJJ/mm

S.C.C.R. KOLWESI
PRESIDENCE
Matériel Avikat.

**SECRET
CHIFFRE**

L/82

02.07.62

Pilote Wicksteed et Mr. Preterius, représentant
le Gouvernement Sud-Africain, ont quittés Kolwesi
pour Eville.

But : voir le Président concernant l'affaire matériel
à fournir par l'Afrique du Sud.

02.07.62 à 9 h.

BANQUE NATIONALE DU KATANGA

ASSOCIATION DE DROIT PUBLIC
R.C. 13683

ADRESSE TÉLÉGR. «BANKAT»

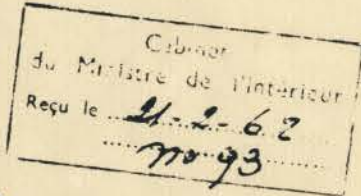
Siège Social ELISABETHVILLE

Elisabethville, le 19 février 1962

B.P. 3298 - TÉL. 3516

Telex N° 37

9.a



A lire attentivement
Vement

Monsieur le Ministre,

Pour votre information, j'ai l'honneur de vous communiquer sous ce pli une copie du rapport de la mission qui m'a été confiée en Afrique du Sud et qui a été remis à Monsieur le Président Moïse TSHOMBE.

Je vous en souhaite bonne réception.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma haute considération.

G.L. CATRY,

A Monsieur le Ministre de l'Intérieur
Ministère de l'Intérieur
ELISABETHVILLE

Kilimbetiville, le 19 février 1962

RAPPORT SUR MISSION EN AFRIQUE DU SUD

Départ à l'improviste le 25 janvier 1962, à 11 heures.

Décollage à Kigundi à 14 heures : destination Salisbury direct. A peine décollé, nous sommes arrêtés par la tour de contrôle Ndola avec ordre de transiter par cette place. Atterrissage vers 15 heures. Nous sommes accueillis par le personnel du service de l'immigration et amenés dans nos locaux. Monsieur GLASSPOLL M.D. est pris à part et se fait remettre par le Chef du service en question copie d'un télégramme émanant du Gouvernement Suda-Africain et notifiant le sieur GLASSPOLL en demeure de cesser immédiatement ses activités de mercenaire. J'ignore le texte exact du télégramme en question mais tel en est le sens. Après une longue palabre, autorisation fut donnée de décoller vers 16 heures 20. Arrivé à Salisbury vers 18 heures 30, Monsieur GLASSPOLL est de nouveau accueilli à sa descente d'avion par le Chef du service d'immigration qui également lui parle du contenu du télégramme et le met en garde contre ses agissements.

Arrêt d'une journée, soit le 26 janvier 1962 à Salisbury pour s'obtenir un visa d'entrée en Afrique du Sud. J'y prends contact avec Monsieur JAN qui est entièrement au courant de toutes les données de la mission qui m'est confiée.

Comme il s'agit en ordre principal d'une discussion purement technique et ne pouvant compter sur une collaboration efficiente d'un Monsieur GLASSPOLL, personnage sujet à caution, d'un Monsieur BRACCO, pilote de l'appareil, mais sans licence de vol valable, d'un Monsieur VOELCO, sujet Suda-Africain ayant déjà été prisonnier de l'O.E.U. et qui n'est qu'opérateur-radio, je décide de ne faire accompagner par Monsieur JAN, spécialiste et non sujet à caution.

Il apparaît dès le début que l'équipage BRACCO-VOELCO, sous la conduite de GLASSPOLL, n'est pratiquement au courant d'aucune des règles régissant l'aviation civile et il faut l'intervention constante de Monsieur JAN pour que les formalités de départ puissent s'effectuer sans heurts.

Décollage de Salisbury le 27 janvier à 8 heures 40 à destination de Johannesburg où nous arrivons au Jan Smuts vers 13 heures. Remise des d'immigration et de douane. Monsieur VOELCO, sujet Suda-Africain se voit retirer son passeport international par les autorités Suda-Africaines.

Après toutes les formalités, notre avion Lat 22 décolle de Jan Smuts et va se poser sur le terrain de Rand où se trouvent les installations de la Fields Aircraft. Un délégué de cette firme nous y attend et nous conduit en ville. Rendez-vous est fixé pour le lendemain dimanche 28 janvier à 10 heures avec Monsieur PRITCHARD, Directeur Général de la firme. Monsieur PRITCHARD doit toutefois se décommander le lendemain matin, sa présence étant requise d'urgence à Port Elizabeth.

Je tiens encore à signaler qu'assez bien à Salisbury qu'à l'arrivée à Johannesburg, le pilote BRACCO se signale par son esprit d'insouciance. En effet, à Salisbury où se trouvent de nombreux agents O.N.U., il se revêt de son uniforme kaki (sans épaulettes), arbore fièrement ses ailes de pilote militaire. A Johannesburg, il débarrasse avec sa casquette de p.d. le militaire sous le bras. Pareille agissements peuvent mettre en cause directement les deux pays mais qui nous aident indirectement et sont déjà en butte à des difficultés de la part de l'O.N.U. Les remarques faites à ce sujet à Monsieur BRACCO ont glissé sur l'échine de son indifférence et sa mauvaise volonté à se conduire comme civil, ce qu'il est supposé être, est à déplorer.

Le lundi 29 janvier, nous sommes accueillis par la Fields Aircraft. Sont présents à la réunion : d'une part, Monsieur PRITCHARD, Directeur Général, Monsieur LIPPIANT, Directeur, et Monsieur MEYER, Secrétaire-Comptable de la firme, d'autre part, Messieurs JAN, GLASSFORD et moi-même.

Dès le début, il apparaît que la Fields Aircraft, ayant pleine confiance dans le Major HIRSH, a accepté les ordres verbaux sans restriction. Le Major HIRSH ayant l'habitude de travailler de cette façon qu'il régularise par bon de commande et lettre de crédit par après. Ayant travaillé sous le mode incertain de cette façon pendant plus d'un an, la Fields Aircraft n'a fait aucune objection lorsque le sieur DUMOLIN a repris à son compte cette façon d'agir et s'est mis à commander des travaux d'entretien et des lots de pièces de rechange. Je crois pouvoir affirmer que cette campagne a été entièrement "bona fide", Monsieur DUMOLIN étant en possession d'un ordre de mission du Gouvernement du Katanga, signé par le Président TSHUMBA, et autorisant Monsieur DUMOLIN à représenter officiellement le dit gouvernement (sans limitation...).

Dès lors, notre mission s'avère extrêmement délicate et notre position fortement affaiblie, la Fields Aircraft ayant agi au vu d'un plein pouvoir signé par le Président TSHUMBA.

Nous abordons immédiatement le fond du problème et examinons toutes les factures et notes de dépenses.

Notre mission consistait essentiellement à esquisser d'arrêter les commandes de pièces de rechange pour un montant de ± Rand. 35.500,- d'arrêter les commandes de révision de moteurs de rechange pour ± Rand. 62.000,- et d'arrêter l'achat de moteurs de rechange pour Rand. ± 11.000,- ou, au moins, parvenir à réduire ces dépenses. De prime abord, il est certain que toutes les commandes de pièces de rechange sont exécutées, que pratiquement tous les travaux de révision sont en cours et que les moteurs de rechange sont là. Il n'est donc plus question d'arrêter quoi que ce soit, mais d'esquisser d'obtenir un arrangement à l'arrable. Notre mission arrive, en effet, deux mois trop tard pour pouvoir intervenir d'une façon efficace.

Il fallait d'abord trouver le point faible de la Fields Aircraft pour trouver une base solide de discussion. Ce point faible nous fut fourni par l'examen approfondi des factures nous fournies. Nous y trouvons, en effet, "Avance Monsieur DUMOULIN : 848 Rand. Avance Monsieur DUMOULIN : 400 Rand. Airfares Monsieur DUMOULIN : 110,50 Rand. Spare parts : 2.440,- Rand."

Interrogé à ce sujet, le Comptable de Fields Aircraft doit admettre qu'il a consenti, sur notre compte et sur présentation de ses lettres de créance signées par le Président TSHOMBE, à Monsieur DUMOULIN des avances substantielles en hard cash.

En plus, un véritable racket a été monté par le dit sieur DUMOULIN. En effet, la firme Fields Aircraft a, sur un crédit "ad-disant" non éprouvé, avancé la somme de 2.440,- Rand pour lui permettre d'acheter cash auprès de la "FLACO" Cy des pièces de rechange. Nous avions donc une base de discussion pour exercer une pression sur la Fields Aircraft afin de diminuer ses créances sur nous. Nos dettes envers la Fields Aircraft s'élevaient à ce jour à Rand. 79.979,06, sans compter la révision du Est 22 et des suppléments des travaux en cours.

Nous sommes parvenus, après des heures de discussion, à faire arrêter des travaux à commencer sur du matériel non immédiatement nécessaire. Après une nouvelle discussion interminable, il est convenu que la Fields Aircraft garde par devers elle et sans paiement des pièces de rechange pour Dove (le Gouvernement du Katanga est pratiquement le seul à utiliser ce type d'avion dans toute l'Afrique) à condition expresse que nous leur garantissons la continuité dans les travaux d'entretien de ces types d'avion. Comme premier résultat positif de notre mission, nous avons donc obtenu une réduction de 21.730,- Rand au profit du Gouvernement du Katanga.

Malgré les concessions consenties par la Fields Aircraft, je sentais constamment que cette affaire était beaucoup plus complexe qu'elle n'apparaissait à première vue. Ayant réfléchi immanquablement les noms de BAILLY et FLACO, dans la conversation, je sentais un certain malaise parmi le staff de la Fields Aircraft. Il fallait donc approfondir cette question. Les attaques lancées par la Fields Aircraft contre FLACO ne paraissaient un motif suffisant pour voir le Directeur de la FLACO, Monsieur VANDER WOER, qui était également étroitement mêlé à la fourniture de trois Commandos.

Il fut extrêmement malaisé de prendre contact avec Monsieur BAILLY et Monsieur VANDER WOER, ces deux personnes étant introuvables à leur bureau. Après de nombreux coups de téléphone, je suis parvenu à obtenir un rendez-vous avec Messieurs BAILLY et VANDER WOER.

Monsieur BAILLY nous explique de A à Z l'enchevêtrement de l'histoire des Commandos. Cette question ayant d'ailleurs été traitée séparément par le Major JAN, elle peut être considérée comme terminée en ce qui concerne notre mission. Il apparaît toutefois qu'une fois de plus cette affaire a été traitée d'une façon incroyablement équivoque. Le sieur LESCHS, hôtelier de son métier, vend des avions équipés d'une façon formidable et dans un délai incroyablement court.

Ce qui explique qu'aucune des conditions de vente ne fut respectée. Et des fameux "pots de vin" ont été distribués.

De notre discussion avec Monsieur BAILLY, il ressort que les principaux responsables sont la firme FLACO de Pretoria qui a fourni des avions d'occasion au lieu d'avions neufs, sans tous les perfectionnements qu'ils étaient supposés contenir et le sieur DUMOULIN qui semble être plutôt un démarcheur de la firme FLACO que le chargé de mission du Gouvernement katanga.

Des différents entretiens et par renseignements, j'arrive à la déduction que le marché des Commandes a été passé par Monsieur DUMOLIN et que le sieur LEMENS ne fut que son homme de paille. Monsieur BAILLY n'est intervenu que parce que Monsieur LEMENS travaillait pour lui.

X X X

Le 31 janvier 1962, nous avons eu un entretien avec Monsieur VANDER WOUDE de la FLACC, distributeur de la firme Piper pour la région au Sud de l'équateur. Le premier point abordé dans notre discussion porte uniquement sur les questions techniques concernant la livraison des trois Commandes commandés via Monsieur BAILLY. FLACC marque son accord à reprendre l'avion ayant 700 heures de vol et de le remplacer par un nouveau.

Abordant le problème de l'équipement-radio, réservoirs supplémentaires et pilote automatique, Monsieur VANDER WOUDE prétend que ses exigences sont comblées, les spécifications du catalogue ne prévoyant que l'équipement-radio VHF, le HF, radiocompas et les autres particularités étant des suppléments à charge de l'acheteur.

Néanmoins, il consent (comme déjà convenu) avec le Major YAV) à faire placer les radios.

En second lieu, FLACC a convenu avec le Major YAV d'accorder une ristourne de 1 1/4 % par heure de vol effectué par les deux autres Commandes. Cette ristourne est consentie sous forme de fourniture de pièces de rechange.

Comme nous ne possédons pas du personnel nécessaire pour effectuer le maintienance et les réparations, nous avons convenu avec FLACC qu'il reprenne toutes ces pièces et nous accorde du montant remboursé, si le Gouvernement du Katanga est d'accord avec cette proposition.

X X X

Monsieur VANDER WOUDE admet que pour toutes les opérations passées et présentes entre sa firme et le Gouvernement du Katanga, il a payé une commission de 5 % au sieur DUMOLIN puisque ce dernier a mis les deux parties en présence. Au point de vue FLACC, ceci semble tout à fait normal, ceci au point de vue strictement commercial.

X X X

Nous abordons ensuite le problème des fournitures de pièces de rechange pour tous les avions Piper fournis par FLACC au Katanga. Ce qui frappe dans ces transactions est le fait que ces pièces de Piper ont été commandées par le sieur DUMOLIN par l'intermédiaire de la Fields Aircraft. L'explication est cependant simple. Le Directeur de FLACC, Monsieur Peter VANDER WOUDE est un homme d'affaires extrêmement avisé et qui ne veut courir aucun risque. Monsieur DUMOLIN n'a que des ordres verbaux. Le Katanga pourrait donc refuser sans discussion toutes fournitures. Par contre, la Fields Aircraft a accepté pendant des années les ordres verbaux de la part du Major HIRSH. Si les pièces de rechange Piper sont commandées via Fields Aircraft, cette société est obligée de les commander chez FLACC, par ordre écrit, ce qui couvre FLACC entièrement vis-à-vis et du Katanga et de Fields Aircraft. En cas de pépin, FLACC est entièrement couvert et Fields Aircraft qui a agi "in bona fide" comme intermédiaire, a toutes les difficultés.

... /

Fields Aircraft nous vend ces pièces au prix facturé par FLACO (qui donne, ce qui est usuel 10 % de ristourne à Fields Aircraft). FLACO n'a aucune responsabilité, Fields Aircraft n'a qu'un bénéfice minime et toutes les difficultés. Combinaison très astucieuse et qui donne entière satisfaction à FLACO.

Monsieur VANDER WOUDE consent à reprendre une partie des pièces commandées mais pas encore fournies, après consultation de son chef de département magasin.

Nous convenons de nous rencontrer de nouveau le lendemain matin avec les représentants de la Fields Aircraft. Cette réunion a lieu le lendemain 2 février 1962. FLACO marque son accord pour reprendre des pièces de rechange pour un montant d'environ Rand. 3.000. Cette reprise aura lieu dès que le Gouvernement du Katanga marque son accord. Le Embourcement aura lieu par lettre de crédit auprès de la Standard Bank of South Africa, notre correspondant. Après une nouvelle discussion avec Fields Aircraft, cette firme consent le non-paiement de deux moteurs de rechange, ce qui ramène notre dette envers elle à Rand. 47.299,06, soit 2.390.400,- francs Katanga.

Ce même jour, je reçois un télégramme de Monsieur VAN ROEI me disant de prendre contact avec la firme De Havilland Aircraft pour obtenir le prix courant des pièces de rechange. Il est malheureusement vendredi soir, et la plupart des firmes ferment leurs portes le samedi. Nous prenons rendez-vous pour le lundi matin à 8 heures 30.

Le 5 février, la firme De Havilland nous fait prendre à l'hôtel et nous sommes reçus par Monsieur JOCKLIN et Monsieur BELL, respectivement Directeur Général et Directeur Commercial de cette firme.

Ils sont au regret de ne pouvoir nous remettre immédiatement une copie de leurs prix courants dont ils ne possèdent qu'un seul exemplaire. Ils nous promettent de nous faire expédier un exemplaire de l'usine d'Angleterre. Comme nous sommes sur place, nous leur demandons, sans aucun engagement de notre part et du Gouvernement du Katanga, les prix des avions qu'ils représentent, avec délai de livraison, etc... En annex, l'original de la lettre de De Havilland avec traduction en français.

X X X

En annex également, sans engagement, une offre par FLACO pour Apache et Isten. Je considère toutefois que ces prix sont au moins 10 % trop hauts. Aucune commande ne devrait être faite sans avoir discuté le prix de livraison.

X X X

Le 5 février, à 17 heures 45, un certain Monsieur HANEY Charles se fait annoncer. Ce Monsieur travaille comme civil pour le Army Intelligence. Il est au courant de toutes les transactions des avions et ne cite des noms que j'ignorais et des faits dont je n'avais pas connaissance. Il est venu se trouver à la demande - non officielle - de son Gouvernement qui, ne pouvant agir ouvertement, est disposé à aider le Katanga autant que possible. Le Gouvernement d'Afrique du Sud veut que le Katanga négocie pour son argent et voit d'un très mauvais oeil des millions et des millions passer dans les poches de quelques requins. Monsieur HANEY ne dit entre autres que son Gouvernement voudrait voir disparaître tous ces soi-disant envoyés spéciaux du Gouvernement du Katanga, en mission d'achat.

... /

son gouvernement verrait d'un oeil favorable l'installation sous une forme quelconque - bureau de banque, agence de voyages, etc. - d'une seule personne agissant comme Conseil sous une couverture commerciale ou bancaire. Ceci permettrait l'élimination de tous ces aventuriers.

Le lendemain matin, 6 février 1962, un certain Monsieur KINGSBORN me demande. Ce Monsieur est le Directeur commercial de "Commercial Air Service Ltd". Ayant appris notre présence, il veut prendre contact avec nous pour offrir ses services. Sa firme représente entre autres Comma. J'avertis immédiatement ce Monsieur que je suis disposé à l'écouter et à accepter ses offres, sans aucun engagement de sa part ou du Gouvernement du Katanga. Il est entièrement d'accord et considère sa visite comme une prise de contact avec un client possible. Ci-joint, la dossier Comma remis par Commercial Air Service.

Monsieur KINGSBORN nous remet entre autres photocopies du prix courant de la PLACO, ce qui ne donne une idée de l'importance de l'escroquerie en détriment du Katanga dans la tâche d'approvisionnement des trois Commanches.

X X X

Ceci ne décide de reprendre la discussion avec la firme PLACO. J'invite Messieurs VANIER MOORE et BAILLY à venir me voir le lendemain 7 février. Le rendez-vous est fixé à 17 heures.

Étaient présents : moi-même, Monsieur JAN et Monsieur GLASPOLE, Monsieur HARRISON, Directeur commercial de la PLACO et Monsieur BAILLY, intermédiaire entre le Gouvernement du Katanga et PLACO.

Selon nos calculs, un Commanche neuf équipé avec réservoirs auxiliaires, VHF, HF, radiocompas et pilote automatique, aurait pu coûter Rands 19.270,- là où nous avons payé Rands 22.143,-, soit pratiquement Rands 3.000,- (210.000,- francs katanga) de trop.

Or, des trois Commanches fournis, aucun ne répond à ces spécifications. En plus, aucun n'est neuf. Monsieur HARRISON nous explique toute la gâche de l'histoire telle qu'elle s'est présentée.

Avant la guerre de décembre 1961, Monsieur LESSERS est allé trouver la PLACO pour obtenir les prix courants, délai de livraison, etc. pour des Commanches. PLACO étant une firme commerciale ne demandant pas mieux que de vendre, lui a évidemment remis tous les documents demandés.

Un nombre étonnant d'aventuriers sont mêlés dans cette escroquerie. DUMOULIN, LESSERS, Max GUYERS (Chambre 707, Savoy, Nôla), HORNICK (ou HORNIS), BAUDWIN, WINTERHEAD. Le grand coupable semble être DUMOULIN qui a forcé le marché, a marqué son accord pour les fournitures d'avions usagés au lieu d'avions neufs. Les Commanches ont été facturés par PLACO à Monsieur BAILLY, Rands 18.900,- pièces et nous fournis par BAILLY à Rands 22.143,-, soit bénéfice supplémentaire de Rands 3.643,- pièces.

Le sieur DUMOULIN, en plus de ses 5 % usuels sur Rands 55.900,-, soit Rands 2.775,-, s'est fait remettre par BAILLY Rands 6.000,- comme intermédiaire. Il apparaît clairement que c'est DUMOULIN qui a distribué les pots de vin. Monsieur HARRISON m'a déclaré sur son honneur que DUMOULIN lui a affirmé que le Ministre KIMBE ou son chef de cabinet touchait Rands 1.000,- par Commanche fourni. LESSERS, comme agent de Monsieur BAILLY, a touché un pourcentage directement de ce dernier.

... /

Tout le monde a fait une bonne affaire, sauf le Katanga qui a été roulé d'une façon incroyable.

X X X

Parlant de pourcentages, Monsieur HARRISON admet que le Major HIRSCH a toujours touché une commission de 3 1/2 % sur toutes les fournitures de la FLACC jusqu'au jour où il a été substitué par DUMOULIN qui obtint 5 %.

X X X

J'essais d'obtenir de FLACC qu'en plus du remplacement du Commande ayant 700 heures de vol, les deux autres soient entièrement équipés avec radios, VHF, HF, radiocompas, pilote automatique et réservoir de réserve, sans frais pour nous. Monsieur HARRISON déclare ne pouvoir prendre cette décision importante sans en référer à ses associés.

J'obtiens un nouveau rendez-vous avec Monsieur VANDER WOEKE pour parvenir à un accord. Comme dernière concession, la FLACC consent, en plus du remplacement d'un Commande par un neuf, d'équiper, sans frais pour nous, les trois appareils de radios VHF, HF et radiocompas. J'ai demandé confirmation écrite de cet accord. Cette lettre nous parviendra ultérieurement.

En conclusion de cette mission, je peux résumer les résultats de la façon suivante :

Point : FIELD'S AIRCRAFT SERVICES AFRICA Ltd traite depuis des années avec le Major HIRSCH duquel elle accepte les ordres verbaux. Field's Aircraft n'a jamais eu à se plaindre de cette façon d'agir. Elle n'avait par conséquent aucune raison de se méfier du sieur DUMOULIN. Field's Aircraft se défend d'avoir jamais accordé à qui que ce soit un pourcentage. Elle met sa comptabilité à notre disposition pour le prouver. Nous sommes parvenus à un arrangement à l'amiable qui consiste en ceci : non-exécution (provisoirement) de certains travaux pour un montant de Rands. 11.720,--. Non facturation des pièces de rechange pour Rands. 10.000,--. Non facturation de deux moteurs, soit Rands. 11.000,--. Réduction obtenue au total : Rands. 32.720,--.

Nous leur devons à ce jour la somme de Rands. 47.259,06. Il est indispensable que ce paiement soit fait immédiatement pour que notre Kat 15 soit relâché.

J'ai également obtenu de Field's Aircraft qu'à l'avenir plus aucun ordre verbal ne soit accepté. Toute fourniture future devra être passée par lettre de commande écrite émanant du Ministère des Travaux Publics, dûment visée par le Budget-Contrôle et exécutée après réception d'une lettre de crédit ouverte via notre correspondant à Johannesburg.

Second : PRETORIA LIGHT AIRCRAFT COMPANY Ltd (FLACC) - Fred BAILLY & Co (Pty) Ltd : livraison Commandes.

Belle affaire d'escroquerie. Commande de trois Commandes neufs avec équipement splendide. FLACC ne possède pas ces avions qui ne peuvent être fournis avant fin janvier, mi-février. DUMOULIN insiste pour livraison immédiate. FLACC propose des avions d'occasion et se met à la recherche auprès de ses clients. Il parvient à en trouver trois. Le plus vieux (Modèle 37 ayant 700 heures de vol) est conduit à Lusaka pour être inspecté par Monsieur JAE. Celui-ci refuse le marché et téléphone à Pretoria pour signaler que le marché peut être considéré comme annulé. Ici commence réellement l'escroquerie. Le groupe DUMOULIN, LEBENS, GRIVERS, HORNICK, etc... sentent un marché fructueux leur échapper. Ils profitent de la désorganisation qui règne au Katanga pour imposer quand même ce marché de dupes.

... /

Messieurs VANDER WOUDE et HARRISON, de la FLACC, et Monsieur BAILLY sont
téléphonés immédiatement par le gang cité plus haut pour livraison immé-
diate. Ils refusent de fournir quoi que ce soit sans couverture préalable
d'une lettre de crédit. Le B.A.L., au courant de la rupture du marché,
n'ouvrira pas de lettre de crédit. Qu'à cela ne tienne. On arrangera.
La facture de P.K. 4.633.000,- (contrevalant en Rands) est signée pour
accord du Ministère des Finances (ou son délégué) par... Monsieur DUMOULIN.
Monsieur GONIAZ, Chef du Cabinet, signe pour approbation....
Monsieur MEYER, agent B.A.L. inexpérimenté, donne la première signature
pour la B.A.L.

Malgré les instructions formelles que toute opération doit être revêtue de
deux signatures autorisées, l'INDEFBANK exécute le transfert au vu d'une
seule signature.

En réalité, le paiement complet a été effectué avant la livraison et ceci
suite à l'intervention personnelle de Monsieur GONIAZ auprès de l'INDEFBANK
à Genève.

Nous pouvons conclure que dans l'affaire de ces trois Conanches usagés et
sous-équipés, la perte subie par l'Etat du Katanga au profit d'une bande
d'escrocs se chiffre à ± Rands. 20.000,-, soit P.K. 1.400.000,- !

X X X

Ce qui est encore plus grave est le fait suivant. Ces trois
Conanches, sous enregistrement Sud-Africain (32) ont été exportés en
Rhodésie au nom d'un Monsieur DUMOULIN. Le certificat de propriété est
établi à ce nom. Pour transférer la propriété de ces avions à une autre
personne (physique ou morale), il faut la signature de DUMOULIN et ce
dernier a disparu. Ce qui pose le problème du transport de l'avion à
remplacer.

G.L. CATRY,

A Son Excellence Monsieur Moïse TSUMBE
Président de l'Etat du Katanga
ELIZABETHVILLE

Copie pour information :

A Monsieur le Ministre des Finances
A Monsieur le Ministre de l'Intérieur
A Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères
A Monsieur le Ministre des Travaux Publics.

(B)

M

ETAT DU KATANGA
SERVICES DE LA PRESIDENCE
S.C.C.R.
=====

/ S E C R E T /

MESSAGE RADIO
=====

SECRET
CHIFFRE

EMANANT DE : S.C.C.R. ELISABETHVILLE.
DESTINE A : S.C.C.R. BRAZZAVILLE (via S.C.C.R. Kipushi)
OBJET : Entretien Frankiel - Clémens.

Numéro : 12/130 - 12/131 Date : 12 mars 1962.

De Recteur Frankiel à Professeur Clémens - Demande venir soit Elisabethville ou
Néola pour discuter problèmes importants avant départ Président pour Léopoldville.

CHIFFRE ET 12/3/62 - 12h15'.
EXPEDIE :

RECU ET
DECHIFFRE :

12/3/62 - 12h10'

G

PROCES - VERBAL

de la Réunion du 13 mars 1962 tenue en la Résidence.

- - - - -

Objet de la réunion : organisation du voyage de Monsieur le Président
à Léopoldville.

La séance est ouverte à 15H30.

Etaient présents : Monsieur le Président du Katanga,

Messieurs les Ministres KIMBA

MUNONGO

KIELA

KILONDA

DIUR

ILUNGA

MINIWA

MUHONA

Monsieur le Secrétaire d'Etat, KITENGE

Monsieur le Recteur de l'Université

Monsieur KAMBOLLA

Messieurs Spandre, Van Roey, Grosjean

Le Recteur de l'Université prend immédiatement la parole et expose à
l'Assemblée le but des travaux réalisés.

Le premier groupe de travail s'est occupé de la question financière et
économique, le deuxième groupe de la question politique.

Nous verrons d'abord si vous le voulez bien la question financière car
Léopoldville ne veut et ne peut poser le problème que sur le plan poli-
tique. Boutenu par des puissances étrangères, le Gouvernement de Léopold-
ville en veut poser le problème que sur le plan politique car il sait
que sur le plan financier et économique il est incapable de présenter
une gestion saine. C'est à nous à leur montrer que le Katanga peut
poser le problème sur le plan économique et que sur ce plan là, le Katan-
ga est fier de ses réalisations.

Je passe la parole à Monsieur Van Roey qui va vous exposer le problème
M. VANROEY: Ce rapport comprend trois parties.

La première partie prouve que si le Congo est en déclin écono-
mique, ce n'est pas la sécession katangaise qui a causé ce
déclin.

En effet, la détérioration économique existait déjà avant
l'indépendance du Congo et les chiffres nous en donnent la
preuve (voir tableaux page 2 et 3).

La conclusion sur laquelle nous devons insister c'est que même si le Katanga ne s'était pas séparé économiquement du Congo et que le Congo avait connu les mêmes conditions de vie, la situation du budget congolais serait exactement la même, à la seule différence que le Katanga n'aurait sans doute pas pu dans ces conditions maintenir intact son potentiel économique.

Les deux causes principales du déficit congolais sont :
 primo : la détérioration de la situation avant l'indépendance
 secundo: l'incapacité des autorités du Gouvernement Central
 à organiser valablement les pouvoirs qui leur ont été
 donnés.

M. FRANCKIEL: Ce fait est à souligner. La différence de gestion budgétaire entre le Congo et le Katanga prouve l'incapacité des gens de Léopoldville et le réalisme des dirigeants katangais.

M. VAN ROEY : Passons maintenant à la seconde partie du travail :
 L'utilisation des ressources du Katanga et à ce poste nous
 avons deux parties principales :

- a) structure des importations et leurs attributions dans l'économie katangaise,
- b) gestion par le Katanga de ses ressources.

Voyons le premier point: Sur les onze milliards de rentrées le Katanga consacre 35 % de celles-ci à des achats en matériel sans lesquels il serait impossible de maintenir la productivité du pays à un niveau aussi élevé. Ceci s'explique par le fait que ces activités industrielles sont avant tout des activités minières qui exigent un matériel extrêmement perfectionné que l'on ne peut se procurer sur place.

Au contraire, les exportations du Congo sont constituées en majeure partie de produits végétaux dont la production exige des investissements beaucoup moins importants.

Une plantation de café a besoin d'un matériel qui n'a aucune commune mesure avec les installations nécessaires pour le raffinage du Cuivre.

M. FRANCKIEL: Il faut souligner l'importance de ce fait car il diminue encore l'avantage apparent du Katanga au point de vue de l'apport en devises. En effet, sur les 14 milliards qu'il recevait avant l'indépendance, le Congo consacrait un ou deux milliards à l'achat de matériel alors que le Katanga sur 13 milliards est obligé d'en employer 3 1/2 ou 4 pour le même but.

M. VanRoey. Après les événements de l'Indépendance du 30 juin, le Katanga a maintenu ses importations, par contre le Congo les a réduites au quart de ce qu'il importait avant l'indépendance.

Voyons page 7 tableau des utilisations et ventes en devises
Le monde entier se pose la question de savoir où va l'argent du Katanga? y compris Léopoldville, l'ONU et les U.S.A.
Ces tableaux répondent clairement aux questions posées.
Le Katanga a maintenu ses II milliards d'exportations comme avant l'indépendance, (voir pages 7, 7bis et 8).

Monsieur Van Roey fait une remarque concernant la page 8;
Le Katanga a fait un effort le second semestre pour diminuer ses dépenses:

1° semestre	7.376.000.000
2° "	5.207.000.000

Le résultat de cette compression budgétaire est assez conséquente, même si on retient de cette somme les revenus, capitaux, dividendes et immobiliers.

La sortie des devises a été aussi abaissée au 2° semestre.
Nous avons surtout diminué les sorties concernant les assurances vies et les revenus des résidents Katangais.

Un examen des différentes rubriques est indispensable, une des rubriques la plus importante est celle des transferts et frais connexes, il est évident que vu la situation du Katanga cette rubrique est importante.

La seconde en importance pour les sorties de devises est celle des revenus professionnels des résidents Katangais.

Prenons d'abord la rubrique des transports:

M. FRANCKIEL: Le Katanga a souvent été accusé de dépenser trop, ceci prouve que non.

M. KIMBA : Je n'ai pas très bien compris le principe de l'accord commercial.

M. FRANCKIEL: Un instant Monsieur le Ministre, la réponse est dans la suite du texte.

M. VANROEY : Le problème des transports doit être vu sur deux points:

- 1) Diminuer la longueur des trajets.
- 2) Faire sortir le moins possible de devises.

Donc il est dans l'intérêt du Katanga, de faire sortir nos exportations par la voie nationale qui est la plus courte et qui nous permet de payer en francs congolais.

Matadi nous fait donc gagner deux choses, les devises et la longueur du trajet, or ne l'oublions pas, la questions des transports est vitale pour le Katanga.

Par ailleurs, l'exploitation Katangaise est soumise à certaines conditions. Un exemple: l'UMHK a des obligations vis à vis du Marché Commun et surtout de la France. Elle s'est en effet engagée à fournir une partie de sa production via Léopoldville et Brazzaville afin que la ligne de chemin de Fer Pointe - Noire - Brazzaville devienne rentable grace aux transports de l'UMHK.

M.FRANCKIEL: Ceci n'est de toute façon pas notre problème.

M.VANROEY: D'accord, mais ceci est un exemple de la complexité de la question financière et économique.

La question des Impôts est aussi primordiale. Il est indispensable que les impôts soient perçus au Katanga.

M.FRANKIEL: Nous ne pouvons lacher sur ce point.

Ministre

MUNONGO : Vous ne nous avez pas dit exactement ce que le Katanga pourra verser éventuellement au Congo.

M.VANROEY : Monsieur le Ministre, cette question est résolue plus loin.

M.FRANCKIEL: Il ne faut pas perdre de vue que ce travail est un travail de technicien et que nous ne nous occupons pas du point de vue politique.

M.VANROEY : lit le texte sur le controle des changes.
(page 9 - Paragraphe b.)

Ministre

Munongo : Très bien.

M.VANROEY : Un exemple : nous achèterons les souliers chez BATA au lieu de les acheter en Europe et le Congo achètera chez nous.
Nous ne pourrions en tout cas tolérer que l'argent congolais circule sur le territoire katangais.

M.FRANKIEL: Le point de vue de la monnaie sera examiné comme si l'on avait affaire à deux états différents.

M.VANROEY : Continue le texte des accords financiers : page 9 paragraphe a et b.

Ceci constitue un argument politique contre les USA et l'ONU
En effet, le pourcentage réservé au Congo sera calculé sur la base des rentrées totales du Katanga.

Toutes les rentrées provenant des exportations katangaises
reviendront à la banque centrale du Katanga qui en réservera 85% au Katanga et 15% au Congo.

Sur les 85 % retenus pour le Katanga, 35% seront réservés aux transferts industriels de grande nécessité.

Il est évident que si le Congo nous donne des facilités pour sortir nos produits, nous leur procurerons des facilités sur d'autres plans et notamment sur le plan des devises.

M. VANROEY: Texte page 9 - Paragraphe c.

Une des questions les plus importantes est de faciliter les investissements au Congo. Une des possibilités que le Congo doit comprendre est la suivante : Je l'explique par un exemple. Le gouvernement du Katanga veut réaliser le site de la Lufira. Si la banque de reconstruction et de développement veut aider à la réalisation de ce site, ce sera très bien mais de toute façon les résultats et bénéfices seront réservés au Katanga. Le Katanga a en effet, une politique et un gouvernement stable qui facilite les investissements étrangers, alors que le Congo les rebute.

TEXTE page 9 paragraphe d.

La dette publique pourra être en partie endossée par le Katanga à concurrence du montant qui était investi au Katanga. Mais il serait de loin préférable concernant ce problème que le Congo et le Katanga fassent bloc. Si cela est impossible, il faudra être très ferme dans la discussion.

Concernant les emprunts, le Katanga et le Congo doivent préalablement se mettre d'accord sur les % et les remboursements. Le Katanga ne payerait que la cote part correspondante à la réalisation du projet en vue sur son territoire.

Ministre

MUNONGO : Dans le cas du site d'INGA qui est juste l'opposé de l'exemple donné, quelle doit être à votre avis notre position ?

M. VANROEY : C'est un nouvel investissement, les bénéficiaires en seront les bas Congo; ils devront aux-mêmes payer.

M. FRANCKIEL: Il est évident que si le Gouvernement du Katanga décide en tant qu'actionnaire, d'investir, il est libre de le faire.

Ministre

MWEWA : Je voudrais que l'on reprenne le problème de la dette publique que je n'ai pas très bien saisi.

M. VANROEY : s'exécute et termine en insistant à nouveau pour que le Congo et le Katanga fassent bloc contre la puissance colonisatrice à ce sujet.

Sur le plan Général, il faudra une certaine politique financière

commune pour autant que cela ne nuise pas aux intérêts du Katanga
Et il est évident que la part qui sera déterminée comme destinée
au Gouvernement Central sera déterminée pour l'ensemble des provinces

Ministre

Munongo : Il faut supprimer du texte le mot " Province " . Cela pourrait
supposer que nous capitulons devant le Gouvernement Central.
rires dans l'assistance. Approbation générale.

M. ANROEV : s'excuse et modifie son texte.

De toutes façons par ce budget complet, nous répondons aux accu-
sations de Monsieur ADOULA. L'argument qui devra être utilisé c'est
que nous payons une parties de toutes nos rentrées. La manière
dont nous faisons nos recettes ne doit pas interresser le Gouver-
nement Central. Ces recettes diffèrent d'ailleurs par province.

La discussion que nous tenons maintenant peut se tenir aussi bien
entre deux communautés qu'entre deux Etats.

Président: La chose la plus importante à mon sens, c'est la monnaie.

M. FRANCKIEL: Le ministre Kimba voulait, je pense, faire la même remarque.

Président: Un exemple : Nous allons acheter à Lulubourg et ailleurs dans le
Congo. Nous savons déjà pour l'avoir vécu que les besoins du Katanga
sont énormes et qu'ils ne pourront pas respecter le contrat. L'ex-
périence avec le Ruanda-Urundi a été concluante et très décevante.
Il ne faut plus que cela se représente. S'ils achètent chez nous,
ils doivent payer en francs katangais.

M. FRANCKIEL: Ils devront payer en francs katangais , soit. Mais c'est la
BNK qui devra intervenir pour les aider. C'est pour cette raison
qu'une balance commerciale semestrielle est indispensable.

Président: Oui, mais les gros commerçants n'attendent qu'un signe de notre part
pour venir acheter sur nos marchés. De la sorte, nos francs vont
tomber.

M. VAN ROEY : Un accord de compensation bilatéral peut intervenir.

Exemple : Au Ruanda Urundi, nous avons exigé un moment que nos cigar-
ettes soient payées en francs belges.

Nous pourrions donc exiger pour le premier semestre qu'une partie
soit payée en francs belges et le reste en francs congolais. Nous
ferions un nouvel accord pour le Second semestre.

M. GROSJEAN: De toute manière le franc congolais ne peut être autorisé à car-
culer au Katanga. La BNK a toute possibilité de faire le contrôle.

M. VAN ROEY: Le petit commerce frontalier existera toujours; l'important c'est
de rendre les frontières hermétiques pour les gros transports.

M. SPANDRE: De toute manière, le Congo aura des francs Katangais puisque le Katanga payera chaque année son % au Gouvernement de Léopoldville.

M. FRANCKIEL: Une certaine souplesse est nécessaire faute de quoi nos entreprises iront s'installer ailleurs.

M. KITENGE: Tout ce ci est très bien mais je me place sur le plan de Léopoldville et je sais qu'en tant que Gouvernement Central, tout ceci sera refusé. Ils ont un plan qu'ils considéreront comme seul valable. Le Gouvernement congolais nous considère comme une province.

M. KAMBOLA: Quand vous avez établi ces textes, vous vous êtes contredit.

M. SPANDRE: Mais ces textes sont uniquement réservés à la délégation Katangaise.

Ministre KIMBA: De toute manière, le point de vue politique n'est pas du ressort d'un technicien financier. Ce point de vue politique, c'est à nous de le définir.

Président: Le Katanga, sous notre gouvernement, a maintenu intact son potentiel économique. C'est là notre arme et notre force.

M. VANROEY: De plus, si nous, nous leur donnons notre gestion, nous sommes en droit d'exiger la leur. Or pour nous Katangais, la position est très claire. Le Congo ne peut nous présenter qu'un budget déficitaire. Nous pouvons l'aider mais le premier effort doit être fait par lui. Que nous soyons considérés comme état, région ou province, le problème reste le même.

M. KAMBOLA: A Léopoldville, vous savez, ils ne discutent pas. Vous pouvez leur apporter des papiers et ils refusent même de les lire.

Président: Nous verrons bien. Lorsque nous avons été libérés à Léopoldville, ils avaient admis le principe qu'il ne fallait pas tout casser brusquement au Katanga. Le travail qu'on nous lit maintenant est d'ailleurs destiné à la période transitoire.

M. KAMBOLA: Je me mets simplement à la place des gens de Léopoldville.

M. VANROEY: Le Katanga peut toujours exiger le bilan de la gestion congolaise et faire soumettre les deux bilans (Congo et Katanga) à une commission internationale à condition qu'elle ne soit pas composée d'experts de l'ONU.

M. KITENGE: Vous savez, c'est simple chez eux, ils ont voté le nouveau budget 18 milliards dont 3 milliards devront être payés par le Katanga.

M. FRANCKIEL: Ils discuteront surtout la question politique. Il faut qu'ils lachent sur la question politique pour que nous lachions sur le plan économique.

Président: Monsieur Rolz Bennett, lors d'une de nos conversations a vu nos

projets, uniquement dans les grandes lignes évidemment. Il a paru les approuver et parlait déjà de mettre les experts de l'ONU à notre disposition.

M.FRANCKIEL: Je crois, qu'avec l'accord de Monsieur le Président, nous pourrions maintenant passer aux problèmes juridiques et politiques qui ont été confiés à Monsieur Spandre.

M.SPANDRE: Léopoldville utilisera surtout les différents aspects de la question politique contre le Katanga. Il ne faut pas perdre de vue que l'ONU et les USA veulent un Congo Uni. Or ce Congo Uni s'est révélé absolument invivable dans les faits. C'est pour cette raison qu'ils se rattachent et parlent tant de la Loi Fondamentale. Or il est évident que sur le territoire de l'ancien Congo belge, il existe de nombreuses régions qui vivent sans aucun contact avec le Gouvernement Central. Par exemple la Fomminiére du Sud Kasai ne paie aucun droit au Gouvernement de Léopoldville. Il en est de même à Stanleyville. Au Kivu, Monsieur Miruho fait passer certaines marchandises en fraude afin d'en récolter les bénéfices, à Katadi, ce sont les habitants eux mêmes qui perçoivent les droits de sortie et le gouvernement central n'en voit rien. Donc, il ne faut pas à mon sens présenter le problème katan-gais isolément. Il faut sortir le Congo du Chaos soit. Pour cela voir tous les points de difficultés et ce sont notamment toutes ses régions qui s'isolent vis-à-vis du Gouvernement dit central. Tout cela n'est pas très sérieux. Mais bien sur, il serait préférable d'avoir un Congo Uni et Fort. Mais cela s'est révélé impossible dans les faits. Donc, actuellement, il vaut mieux que les différentes régions s'organisent au mieux de leurs moyens et de leurs possibilités pour s'unir ensuite et former un pays fort. Il faut que la loi fondamentale soit modifiée entre temps sur la base de ce que nous avons remis aux parlementaires Katangais. Je reste persuadé que c'est dans un complexe d'entités fortes que le pouvoir Central deviendra fort. Uni pendant deux, trois ans avec une aide au Congo, le Katanga va ressurgir plus puissant que jamais et marchera alors vers une indépendance qu'on ne pourra plus arrêter.

Président: Je crois que nous pouvons tous remercier les personnes qui se sont occupés de ces travaux. Cela a beaucoup éclairci la question et je leur en suis très reconnaissant.

M.FRANCKIEL: Monsieur le Président, chaque fois que nous vous demanderez notre aide, nous le ferons pour votre beau pays.

La séance est levée à 18 heures 30.

Elisabethville, le 14 mars 1962

MANIFESTE AU MONDE CIVILISE



L'Université a pour rôle et pour mission de former les cadres nécessaires à la jeune nation au sein de laquelle elle travaille. Les contingences politiques lui sont étrangères : elle ne s'est jamais départie et elle ne se départira jamais de cette attitude.

Au cours des dernières hostilités de décembre 1961 dont la violence et la sauvagerie ont frappé le monde de stupor, l'Université a été bousculée à signaler les sévices ou les dommages que son personnel et ses biens avaient à subir en évitant soigneusement de formuler un jugement.

N'était-elle pas pourtant autorisée à élever la voix pour exprimer son indignation devant de tels faits.

- l'arrestation et la détention arbitraires d'un de ses professeurs ;
- l'attaque aérienne de la cité des étudiants mariés au campus universi-

- la destruction et le pillage des habitations de son personnel ;
- l'interdiction d'accès à son hôpital et à ses collections ;
- la fermeture du campus obligeant professeurs et étudiants à travailler dans des locaux précaires ;

- l'impossibilité pour beaucoup d'étudiants, de se rendre à leurs cours par le fait de la création du camp des réfugiés ;
- l'obligation de faire émigrer les familles qui ne pouvaient plus vivre dans une ville où leur vie était constamment en péril et où manquait le nécessaire ;

- le bombardement au mortier des locaux du Rectorat au centre de la ville ;
- la fermeture des chantiers de construction entraînant le licenciement d'une centaine d'ouvriers.

- la nécessité pour de nombreux membres du personnel de vivre en réfugiés vu l'impossibilité de regagner leurs domiciles.

Dans notre souci de garder l'Université en dehors des conflits politiques, nous n'aurions pas donné à ces malversations la publicité que nous lui donnons aujourd'hui si la découverte de l'assassinat

du Professeur COUREAUX, Directeur de notre Préuniversité, n'était venue mettre le comble à notre indignation.

Devant ce crime odieux qui soulève le cœur de tous les honnêtes gens qu'ils soient Africains ou Européens, il n'est plus possible de se taire.

Je rappelle les faits.

Le 12 décembre 1961 vers 14 h. 30, Mr. le Professeur COUREAUX nous quitte au Rectorat pour regagner son domicile situé dans le secteur occupé, à ce moment, par les troupes Ethiopiennes de l'ONU. Vers 15 h. il est aperçu, en compagnie de MM. VERMEIR et LIPPERT, au camp de police de la Kasapa, dans un véhicule portant en évidence l'inscription : Université de l'Etat.

Ce sont les dernières indications que l'on puisse avoir à son sujet. Dès cette journée du 12, inquiets de ne plus recevoir de nouvelles de Mr. COUREAUX, nous nous mettons en rapport avec Mr. OLIVET, Représentant de la Croix-Rouge Internationale et, le 13, celui-ci nous promet d'effectuer immédiatement des recherches.

C'est en accomplissant sa noble mission que Mr. OLIVET et ses deux compagnons disparaissent à leur tour.

Dans les jours qui suivent, la voiture Landrover de l'Université qu'utilisait Mr. COUREAUX est aperçue, circulant un peu partout pilotée par des militaires Ethiopiens. Le sigle de l'Université a disparu sous trois traits noirs et a fait place à l'inscription ONU.

Malgré les indications données à ce sujet, malgré mon intervention et celle de Mr. SENN de la Croix-Rouge, ce véhicule n'a jamais été rendu bien qu'il ne portât aucune trace de dommage.

L'espoir de retrouver Mr. COUREAUX vivant persistait mais les recherches accomplies par quelques hommes de bonne volonté à Léopoldville et à Kamina restèrent vaines et, lorsque furent découverts les cadavres de Mr. OLIVET, de Mme VROONEN et de Mr. SMEDING, la possibilité d'un meurtre identique aussi lâche, aussi ignoble commença à se dessiner dans nos esprits, tel un cauchemar.

.../.....

Aussi, après la triste cérémonie de l'inhumation provisoire des membres de la Croix-Rouge, le 24 décembre dans la pelouse de l'Hôpital Reine Elisabeth, je m'adressai, devant tous les membres du corps consulaire d'Elisabethville, au représentant des Etats-Unis d'Amérique. Après lui avoir exprimé l'anxiété que nous causait la disparition du Professeur COUREAUX, je lui déclarai qu'en dépit de notre neutralité académique, il était de notre devoir d'attirer son attention sur la lourde responsabilité qu'encouraient les Etats-Unis si les sauvages contingents éthiopiens n'étaient pas immédiatement retirés d'Elisabethville en profitant de la trêve. Je l'avertis d'autre part, qu'en cas d'assassinat du Professeur COUREAUX, je publierais un manifeste au monde civilisé, mettant clairement en cause la responsabilité des Etats-Unis qui appuient l'action des Nations Unies au Katanga.

Les corps de Mr. le Professeur COUREAUX, de MM. LIPPERT et VERMEIR viennent d'être découverts. Plus aucun doute ne subsiste : ils ont été froidement abattus en secteur éthiopien et odieusement dépouillés.

Désormais il n'est plus temps de se taire. Ce serait faillir à mon devoir de Recteur et d'homme libre.

JE PROTESTE ET J'ACCUSE.

La face du monde civilisé, je proteste contre les atrocités qui ont été commises au Katanga et en particulier à Elisabethville, au mois de décembre 1961. Elles furent très nombreuses, trop nombreuses atteignant tous les milieux, mais je me borne à évoquer celles dont fut victime l'Université. Je songe à Mr. DERRICKS, membre de notre Conseil Supérieur et à sa vieille maman de 87 ans, sauvagement abattus dans leur propre maison. Je songe au Professeur COUREAUX dont je viens de relater l'assassinat.

Je proteste contre l'affreuse déception que nous cause l'Organisation des Nations Unies. Tous les hommes respectueux des valeurs de la civilisation avaient salué avec enthousiasme la naissance de cette institution parce que l'idéal de justice, de progrès et de paix

.../....

- 4 -

qu'elle s'assignait, correspondait à leurs propres aspirations. Ces hommes là sont désormais contraints de constater l'inanité de leurs espoirs. L'ONU apparaît à nos yeux comme une force anonyme dont l'action est uniquement dictée non par quelque idéal élevé, mais par les impératifs des groupes de pression. De plus, l'envergure et le caractère de cette action dépend, la plupart du temps, des hommes qu'une administration capricieuse place à sa tête pour une durée dérisoirement courte et indifféremment en un point ou en un autre du champ d'opérations. Comment dès lors s'étonner de ce qu'en cette action l'incohérence n'a d'égale que la démesure.

Certes, je me plais à rendre hommage à la clairvoyance et à l'esprit de compréhension de certains hauts fonctionnaires locaux des Nations Unies. Mais hélas, cette attitude de leur part ne peut être prise que dans les strictes limites des ordres supérieurs et il n'est pas rare qu'elle provoque leur déplacement.

A cause de cet anonymat et de cette incohérence dans l'action qui caractérisent les Nations-Unies, mes protestations seraient parfaitement vaines si c'était à elles que je les adressais. Mes accusations auront des objets moins évanescents.

J'accuse tous ceux qui, peut-être sans s'en rendre compte, ont participé de quelque manière à la transformation d'un organisme international de justice et de paix en une machine de guerre aveugle et échappant à tout contrôle impartial.

J'accuse ceux qui, au cœur de cette Afrique s'éveillant à la liberté et à l'indépendance, ont permis de transporter toutes les horreurs de la guerre moderne : depuis le tir hasardeux des mortiers jusqu'aux meurtrières attaques aériennes, donnant ainsi à cette Afrique, l'image la plus hâssable de la civilisation occidentale.

J'accuse ceux-là qui, en vue de créer cette force de destruction, ont trop souvent recruté dans divers pays, des hordes uniquement attirées par le butin, le viol et l'assassinat et qui, sous le couvert d'un idéal supérieur dont ils n'ont nul souci, ont introduit dans ces régions des sauvages qui, normalement devraient remplir les prisons de leurs pays d'origine.

...?/...

J'accuse enfin et surtout ceux qui, pour des motifs idéologiques ou, ce qui serait plus grave, en vue de profits basement matériels, ont fourni les fonds et autres moyens sans lesquels de tels forfaits n'eussent pas été possibles.

Et à ce dernier point de vue, il m'est particulièrement pénible de viser le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sans toutefois le confondre avec le peuple américain. Démocrate sincère, je suis profondément triste d'avoir à stigmatiser les dirigeants de cette jeune et grande République que j'ai toujours considérée comme la base et le rempart de nos droits et de nos aspirations d'hommes libres et civilisés.

Mais en de telles circonstances, la peine que je ressens s'efface devant mon devoir d'homme épris de justice et d'indépendance, et de responsable d'une Institution dont le rôle est précisément de sauvegarder et de faire s'épanouir les valeurs de la civilisation.

Personne ne songe à contester que, quelles que soient les circonstances, une Institution culturelle en Afrique doit, à n'importe quel prix, survivre. Elle constitue pour ces pays un facteur indispensable de développement.

Dès lors, il incombait au Recteur de l'Université d'Elisabethville de proclamer à la face du monde son indignation devant la situation créée au Katanga afin que celle-ci disparaisse au plus tôt et afin que ne se reproduisent plus jamais de telles erreurs dans d'autres coins de l'Univers.

J. FRENKIEL.
Recteur de l'Université de l'Etat
à Elisabethville.

Conférence de presse donnée par Monsieur le Recteur à Elisabethville
le 20 février 1962, à 10 heures.

(R)

TELEGRAMME

SON EXCELLENCE CARDINAL CANALI GRAND MAITRE DE L'ORDRE EQUESTRE DU SAINT
SEPUICRE

VATICAN

TRANSMISANT SENTIMENTS POPULATIONS KATANGAISES PROFONDEMENT ATTACHEES
PRINCIPES CRETIEENS SOLLICITE INTERVENTION TOUTE SECTIONS INTERNATIONALES
NOTRE ORDRE ET VATICAN AUPRES AUTORITES LEOPOLDVILLE POUR METTRE FIN
CONFLIT GRAVES RESULTANT MESURES PRISES CONTRE PRESIDENT TSHOMBE DEFENSEUR
CIVILISATION CRETIEENNE CONTRE MATERIALISME ET ATHEISME ORIENTAUX STOP
HOMMAGES DEVOUES

DOLCINO GIOVANNI

COMMANDEUR ORDRE EQUESTRE SAINT SEPUICRE ELISABETHVILLE

UNIVERSITÉ DE L'ÉTAT
A ELISABETHVILLE

Elisabethville, le
B.P. 1825

20 février 1962.

(B)

Cabinet du Recteur



N/Réf.: 1/JF/fa

V/Réf.:

Objet.:

H. relin
[Signature]

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli, le texte du manifeste qu'à la suite des horreurs de la guerre au Katanga, je me suis vu contraint d'adresser au monde civilisé.

Je vous serais très reconnaissant de vouloir bien assurer à ce document toute la diffusion qu'il mérite.

Avec mes remerciements anticipés, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Recteur,

[Signature]
J. FRENKIEL.

à Monsieur le Ministre de l'Intérieur,

ELISABETHVILLE. -

Pour le Centre de Transm seulement :

25 MAI 1961

URGENCE : ACTION : Urgence : INFO : Groupe date-Heure : Instructions
: : :Differé; 25/24/44 : pour le message:

DE : BRAZZA

: Compt.: Gr:

POUR : EVILLE

INFO :

Sécurité DÉCHIFFRÉ : N° de l'expéditeur : : Instruc.partic:

POUR MINISTRE MUNONGO (.) THIANGE AVOIR DECLINE CATEGORIQUEMENT 5
INSTRUCTIONS RETOUR EVILLE POUR RAISONS QU'IL EXPLIQUERA DANS 10
TELEGRAMME PARTICULIER (.) AZOUME M'AVOIR FAIT PART SON VIF 15
REGRET ORDRE DEPART THIANGE (.) AI MONTE AVEC DOCTEUR / SZELES 20
SCENARIO POUR TENTER LIBERATION TSHOMBE DURANT TRANSFERT 25
AERIEN ONU (.) LUI AI REMIS UN MILLION FRANCS CONGOLAIS (.) 30
EN CAS REUSSITE AI PROMIS DIX MILLIONS FRANCS BELGES / 35
AU PILOTE ET CINQ MILLIONS A CHAQUE MEMBRE EQUIPAGE ET 40
DOCTEUR LUI MEME (.) AI INSISTE SUR ABSOLUE NECESSITE SAUVER 45
KIMBA EN MEME TEMPS (.) S6 SMAL (.) 50

Page de Pages : Autorisé par :
Pour l'opérateur seulement : DATE :Heure: Système: Opér.: SIGNATURE :
IN : 1510E /25/5 RT : VDP : GRADE :
25 MAI 1961 : OUT : : : Bureau :
: : : : Tél: N°

ETAT DU KATANGA
SERVICE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

NUMÉRO	ORIGINE	MOTS	DATE	HEURE	VIA

Arrivé à :



Heure : 11h20

Indications de service
taxées

TÉLÉGRAMME

Explication des abrévia-
tions admises pour les
indications de service
taxées :

RP = Réponse payée

LT = Télégramme lettre

CR = Accusé de récept.

TC = Collationnement

LE TEL KUNONGO ELISABETHVILLE

MEILLEURS VŒUX DEUXIEME ANNIVERSAIRE KATANGA - STANGET

[Handwritten signature]

ETAT du KATANGA.

XXXXXXXXXX

Certificat de Décès

Je soussigné G. Pieters

Médecin ~~de~~ Gouvernement Katangais

certifie que le nommé (nom, prénoms)

LUMUMBA Patrice

sexe masculin

âge 36 ans

est décédé à en brousse

au Katanga

Le Médecin

2 fevr 1961



ETAT DU KATANGA
SERVICES DE LA PRESIDENCE

S C R E T

S.C.C.R.
=====

MESSAGE RADIO
=====

Paimkal
~~13~~ 14
C1
**SECRET
CHIFFRÉ**

EMANANT DE : S.C.C.R. BRAZZAVILLE

DESTINE A : PRESIKAT

OBJET : Volontaires refoulés - vêtements militaires à Livingstone

Radio n° 220 du 090162

- 1 - Avion U.A.T. DC/6 d'hier pas reçu autorisation atterrir Ndola parce que groupe volontaires français pour Katanga à bord - a atterri Livingstone - groupe volontaires refoulés sont repassés ce jour à Brazzaville pour la France - groupe volontaire était trop nombreux trop voyant et trop bavards pour passer inaperçus -
- 2 - Vêtements militaires à Livingstone seraient saisis sur place - si déjà pas fait crois urgent rencontrer autorités rhodésiennes et étudier comment libérer colis -

Recr/Eulle avec réception de ce message à 22,05 H.
J

CODE ET EXPEDIE LE :

RECU ET DECODE LE :
090162/18,10 H

Ex 18

ETAT DU KATANGA
SERVICES DE LA PRESIDENCE

/ S C R E T /

S.C.C.R.
=====

M E S S A G E R A D I O
=====

EMANANT DE : S.C.C.R./BRAZZAVILLE

DESTINE A : PRESIKAT

OBJET : Volontaires F.K.

SECRET
CHIFFRÉ

Radio n° 222 du 110162

- 1°- Comportement volontaires à bord avion pendant trajet Paris-Brazzaville être cause directe affaire connue ONU - personnel ONU/Léopoldville était à bord et a averti immédiatement - A Brazzaville un des officiers a arraché film appareil d'un reporter qui photographiait -
- 2°- N'y aurait-il pas intérêt à ce que je sois tenu au courant de ce qui se fait domaine achats et recrutement France et Brazzaville - Je l'apprends quand même tôt ou tard par bribes et morceaux - Ce genre coordination serait très utile pour meilleure collaboration avec autorités locales - Vous laisse juge opportunité -

CODE ET EXPEDIE LE :

RECU ET DECODE LE :
110162/12,10 H

M

ETAT DU KATANGA
SERVICES DE LA PRESIDENCE
S.C.C.R.

61
/ S E C R E T /

MESSAGE RADIO
=====

SECRET
CHIFFRÉ

EMANANT DE : SCCR/BRAZZAVILLE
DESTINE A : PRESIDENCE
OBJET : Arrivée de militaires pour G.K. à Ndola

Numéro : R/469

Date : 130462

Pour Ministre Kimba :

Six militaires pour Gendarmerie Katangaise plus deux femmes
et un bébé arrivent ce soir à Ndola - Prière assurer leur
transport vers Katanga - Signé Présikat -

Retransmis téléphoniquement à SCCR/Eville 130462 à 14,15 H
pour dispositions

CHIFFRE ET
EXPEDIE :

RECUE ET
DECHIFFRE : 130462/12,10 H

M E S S A G E R A D I O
=====

SECRET
CHIFFRÉ

EMANANT DE : SCCR/BRAZZAVILLE
DESTINE A : SCCR/NDOLA
OBJET : Arrivée 6 militaires de la G.M. à Ndola

Numéro : R/468

Date : 130462

Pour Monsieur Vanderstraeten - Six militaires pour Gendarmerie Katangaise plus deux femmes et un bébé arriveront ce soir à Ndola via Salisbury - Prière leur faciliter immigration logement et acheminement vers Katanga - Prière aviser toute urgence Salisbury afin aplanir difficultés à temps auprès immigration - Difficultés pourraient surgir suite absence de pièces d'identité de certains - Signé Présikat -

Note SCCR/KIPUSHI : Nécessaire fait auprès M.Vanderstaeten qui assurera le transport de Ndola dès arrivée des intéressés qui sont attendus le 14 et non le 13 courant -

*14/4 Voctm se rendra à Kibwe et louera véhicules
pour transfert - Evite où intéressés se trouvent sans présence.*

CHIFFRE ET
EXPEDIE : 130462/15,10 H

RECU ET
DECHIFFRE : 11,10 H

ETAT DU KATANGA
SERVICES DE LA PRESIDENCE
S.C.C.R.
=====

g
SECRET

M E S S A G E R A D I O
=====

SECRET
CHIFFRE

EMANANT DE : SCCR/BRAZZAVILLE
DESTINE A : PRESIDAT - RPT SCCR/NDOLA
OBJET : Transit militaire Katangais en Rhodésie

Numéro : 485/R.412

Date : 190462

Quatre militaires et une femme arriveront demain - même
affaire et mêmes modalités que la semaine dernière -

- FULLSTOP -

CHIFFRE ET
EXPEDIE : **II**

RECUE ET
DECHIFFRE : 190462/15,10 H

ETAT DU KATANGA
SERVICES DE LA PRESIDENCE
S.C.C.R.
=====

CI
/ S E C R E T /

M E S S A G E R A D I O
=====

SECRET
CHIFFRÉ

EMANANT DE : SCCR/KIPUSHI
DESTINE A : SCCR/BRAZZAVILLE
OBJET : Transit de militaires Katangais en Rhodésie

Numéro : R/4J3

Date : 190462

Référence votre R/425 de ce jour -
Arrivée des militaires la semaine passée avoir créé
nombreux ennuis à immigration - En outre réservation
Salisbury/Ndola doit avoir été effectuée à Brazzaville -
Si pas pièces d'identité intéressés risquent être refoulés
malgré intervention notre agent - Vous prie faire
nécessaire pour éviter froissements entre Katanga et
Rhodésie - FULLSTOP -

CHIFFRE ET
EXPEDIE : 190462/16,15 H

RECUE ET
DECHIFFRE :

Ad

TOU DO KATANGA

B. H. KIPUSHI

B. H. KIPUSHI

B. P. 204. KIPUSHI

P. 6 / G. 1. S. P. 1

Des Commandants Seigneurs

1. C'est de savoir régulièrement la situation on personnel Européen volontaire au Cameroun. Je vous prie de bien vouloir me faire parvenir les renseignements après en l'attente par chaque Européen sans vos ordres. Cette situation devrait me parvenir d'urgence.

2. Si d'autres engagements sont effectués vous me ferez parvenir les renseignements après en l'attente.

3. Il vous est demandé de me faire parvenir les copies de feuilles de paie de juillet à octobre 60. Seront-elles vous me ferez parvenir votre feuille de paie au mois en cours.

Accusé :
Origine :
Emission :
Valeur :
N° :

Le commandant sera tenu par tous transferts militaires pour rejoindre KIPUSHI pour G. S. (location militaire - commandement militaire etc...)

(1) N°

M. B. A. Y. O. P.

N°

Projet :
Projet :

[Signature]

C3

K.N. et MARS
Président
propositions

123/24/ 1500/B

240762

TRES SECRET POUR UN :

- 1° - Demandons votre intervention chez BARON pour maintien Groupe Noir région de Luana pour une dizaine de jours, en vue assurer succès total opération entreprise pour :
 - a) poursuite progression jusqu'à Kintebongo, soit 30 kms ouverture route et réparation ponts,
 - b) mise en place des détachements de Gendarmerie Katangaise avec consignes précises sur pacification,
 - c) donner confiance aux détachements de Gendarmerie Katangaise,
- 2° - Capitaine GROS en Belgique, me signale possibilité recrutement militaires belges valables, anciens parcs Europe et Corée.
Demande votre accord pour recrutement d'une quarantaine environ en vue créer en secteur Kasina groupements mobiles nécessaires.

16,55 H / 240762

37

le ve heule en question devrait
 M attende e by CHALY &
 K. P. H. (Chau ffen Europe
 de preference)

a la hantet et
 le bonjour etou

jea

PAR AVION
 PER VLIEGTUIG

AEROGAMME

AEROGRAM



M^{eur} GOFFIN Marie
 Hotel WELCOME
 KAMINA
 KATANGA

EXPÉDITEUR (Nom et adresse)
 AFZENDER (Naam en adres):

CROB
 2st RP4 Marquand
 heye
 Salguy

REMARQUE IMPORTANTE

En cas d'insertion soit de feuillets écrits, soit d'un
 objet quelconque, susceptible d'alourdir le poids
 de cette lettre, celle-ci sera transmise par la
 voie ordinaire.

BELANGRIJKE OPMERKING

In geval van insluiting, 't zij van geschreven bladen
 of om 't een welk voorwerp, van aard om het
 gewicht van deze brief te verhogen, zal deze over
 de gewone weg worden verzonden.

le 9 novembre

Bonjour Pierre,

quelques mots en retour.
J'ai réussi à avoir entre
180 et 400 gers dont les
premier partant jeudi pro-
chain.

Je rentre par le S.A.A.
Rox. Honda. Salisbury N'Dola
départ le 18. arrive à
N'Dola le 19. Je t'enverrai selon
besoin de 4 gers. Veux-
tu bien faire envoyer un
reçu à K. P. S. H. De
Manieu à que je / un

remonte directement à Kemene
Il faudrait également Pierre
Antoine et elle m'attendre à
N'Dola.

Il est difficile de trouver
rapidement des types valables
est toujours le cas. C'est +
de 3 semaines.

J'ai appris que les mal-
d'ancien était de retour.
J'insiste pour que nous met-
tions pour leur donner leur
grade (je suppose que le Colonel est
l'un des deux)

DEMANDE D'OCTROI DE LA MEDAILLE
COMMEMORATIVE DE L'INDEPENDANCE DU KATANGA

A transmettre à la Direction du Personnel G-I
B. P. 1.121 ELISABETHVILLE

Nom : GOFFIN (en caractères d'imprimerie)

Prénoms : Pierre - André Ghislain

Lieu et date de naissance : VEZIN le 07 Avril 1939

Adresse complète : Hôtel Welcome B.P. 133 - KAHINA

J'ai fait partie des Forces Katangaises

du 13 Septembre 1960 au 15 Septembre 1961 et du 01 Sept. 62

Unité : Gendarmerie KAHINA - ^{Jusqu'à ce jour} 1^{re} Cie P.M. E'VILLE (Bn, Cie ou Groupe Mob.)

(1) LUENA - KABONDO - DIANDA - BUKANA - KABONDO (droit) / 1/
E'VILLE

Quels étaient vos Officiers ?

leurs noms et Grades ?

COND. VAN DAKHE

COND. BARVAUX

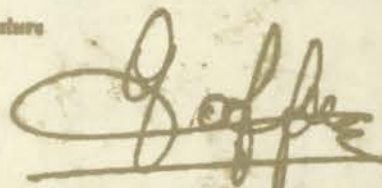
CPT. SERVAIS

J'affirme sur l'honneur que les renseignements donnés ci-dessus
sont sincères et corrects.

A KAHINA, le 19 Décembre 1962

Nom : GOFFIN - Pierre

Signature



Cadre uniquement à compléter par le demandeur qui est toujours en service à la Gendarmerie ou à la P.H.L.

Je soussigné : Major HWELA - SAMUEL

Commandant de : Secteur KAHINA

Certifié que les renseignements ci-dessus sont exacts.

A KAHINA, le 19 Décembre 1962

Signature

(1) Comprendre toutes les localités où vous avez été.

DEMANDE D'OCTROI DE LA MEDAILLE
COMMEMORATIVE DE L'INDEPENDANCE DU KATANGA

A transmettre à la Direction du Personnel G-I
B. P. 1.121 ELISABETHVILLE

Nom : CROE (en caractères d'IMPRIMER)
Prénoms : Jean Henri
Lieu et date de naissance : A Liege 17/11/1928
Adresse complète : ~~259 Rue de la~~ Hotel Welcome BP 133 Kamina

J'ai fait partie des Forces Katangaises
du 20 octobre 1960 au jusqu'à présent
Unité : 164 BSI. Secteur Kamina (Bn, Cie ou Groupe Mob.)
(1) (endroit) (1)

Quels étaient vos Officiers ?
Citez leurs noms et Grades ?
1^{er} Colonel Lamouline
Major BARVAUX

J'affirme sur l'honneur que les renseignements donnés ci-dessus
sont sincères et corrects.

A KAMINA, le 19 Décembre 1962
Nom :
Signature

Cadre uniquement à compléter par le demandeur qui est toujours en Service à la Gendarmerie ou à la P.N.K.

Je soussigné : MWELA SAMUEL
Commandant de : SECTEUR KAMINA
Certifié que les renseignements ci-dessus sont exacts.

A KAMINA, le 19/12/62
Signature

(1) Enumérer toutes les localités où vous avez été.

(150)
Kamina, le 21 Décembre 1962


N° 8 / OA. Vol. Paient.

AUX - Comdt du Groupe Noir (Kabongo)
- Comdt du Groupe Bleu (Kamina)
- Comdt du Groupe Vert (Kamina)

P.I. AUX - Colonel JANSENS, Comdt 1^{er} Mobil
au KATANGA
- Comdt le Groupe Rouge (Kabondo-Dianda)
- G.1 à KIPUSHI.

OBJET: - Paiement des Primes de danger
et d'insécurité.

- 1.- Pour des raisons d'ordre comptable, les primes de danger et d'insécurité seront payées rétroactivement. Les bénéficiaires de ces primes pour le mois de Décembre 62 les toucheront avec leur traitement de Février 63.
- 2.- Les S.I des groupes feront parvenir à l'E.M. pour le 5 de chaque mois, une liste mentionnant, les noms et prénoms des volontaires, ainsi que les dates et les lieux où ils ont séjourné en zone de danger ou d'insécurité durant le mois écoulé.
- 3.- Cette façon de procéder est la SEULE qui permettra une JUSTE attribution de ces primes aux ayant-droits.


CROE J.
Capitaine
Comdt a.i. le GPT
MOBILE de KAMINA.

23 Aout 1962

Rapport concernant l'attaque du 22-8-62 sur Kitege

Le 21-8-62 à 11^h se mettait en mouvement depuis Lenge sur les ordres du Cpt. de Clary un détachement comprenant :

- { 1 groupe mobile de 29 Européens
- { 1 groupe de Volontaires Katangais de Kamina (40^h)
- { 1 C^o stationné à Lenge.

Après une progression sans incident la colonne arrivait à 5^h30 le 22-8 à proximité de Kitege où elle avait pour mission d'occuper avant l'arrivée de renforts. Lorsque l'unité se présentait devant Kitege elle fut prise à partie par un feu nourri de Canons de 75 - mitrailleuses lourdes - Armes légères etc - et stoppée - Une bataille rapprochée eut lieu alors de 5^h45 à 8^h30 au cours de laquelle furent tués 3 Européens (M^r Demeyer - Hdqts. Slater et Hall) et 2 Katangais - 2 Européens et 2 Katangais furent blessés et 3 Katangais portés disparus. La colonne put se disperser grâce à l'appui de 23 mortiers en emportant morts et blessés et la plus grande partie de ses véhicules -

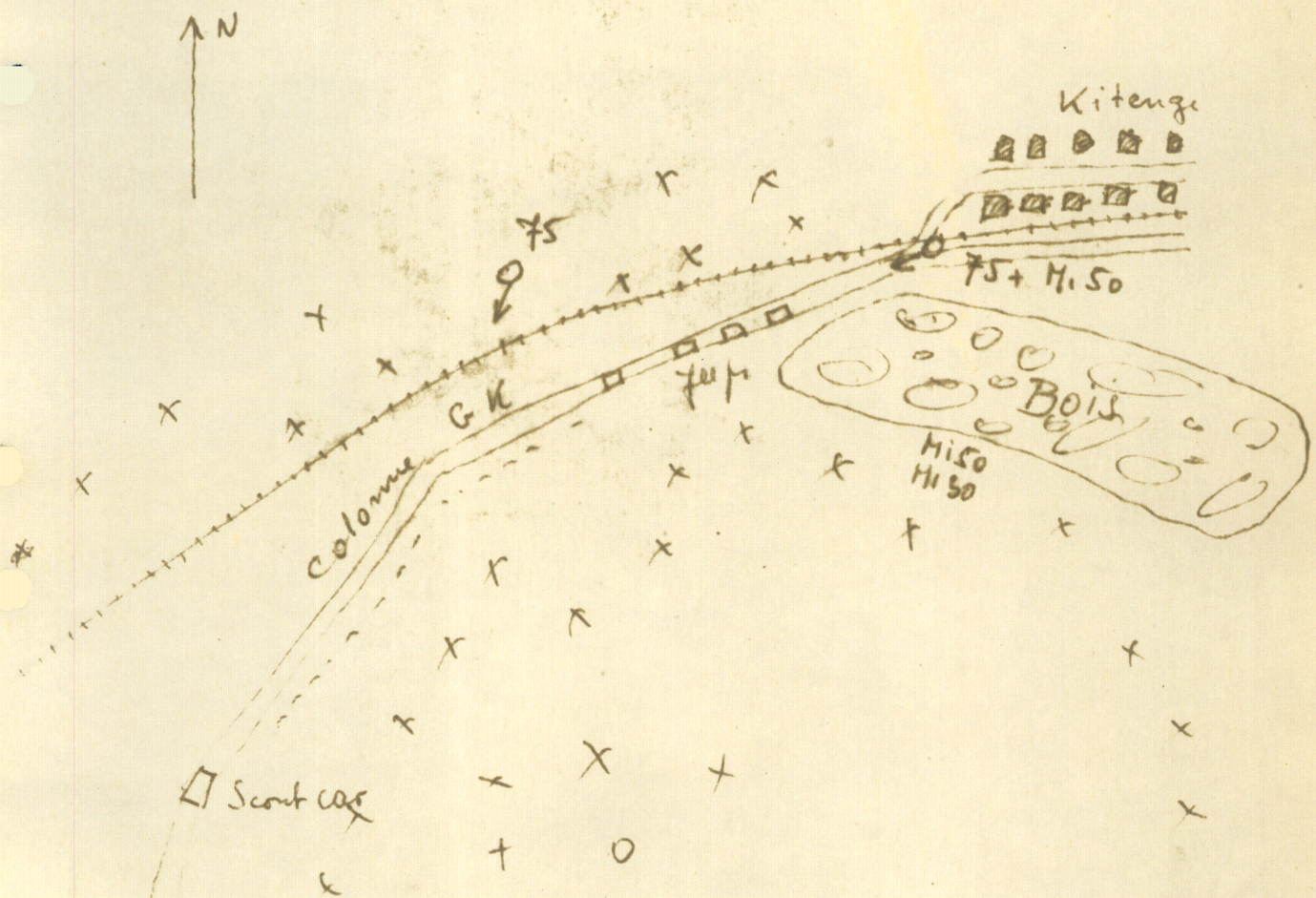
L'ennemi (ANC et vraisemblablement Européens ou ONU) étant très bien organisé sur le terrain, avait été mis en alerte avant l'attaque et était bien armé. J'ignore les pertes qu'il a pu subir.

Le détachement est actuellement replié à Lenge où il s'organise en défensive et en vue de harceler l'ennemi s'il vient à progresser.

A Kamina le 23-8-1962

f. de Clary

Croquis joint au Rapport



1 Km environ
 Echelle
 □ Jap.
 x Emplacement ANC

PAUL (via S.S.C.R. KIPUSHI)
PRÉSIKAT
ONU

-
31.07.62

Un hélicoptère ONU a atterri à Kibongo, à 14 h.30,
au milieu du Groupe Mobile (Groupe Noir).
A bord : Commission mixte.
Ont été venir de la part du Grand Chef Kasongo-Ntembo.
Arrivée à l'improviste, donc au milieu d'une troupe
composant des européens et avec armes visibles.
N'ont pas tiré à la vue des officiers Katangais.
Suite à cet incident tous les européens du groupe
se sont repliés afin de se camoufler, en attendant
instructions.
Demandent ce qu'il faut faire si pareil incident se
reproduit ? Quelles sont les instructions ?

tél. Présikat à
15 h.15

31.07.62 à 15 h.10